



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 0 0 0 0 5 (BIS)/DCE/CDEC/CIPM/2025

DU 05 JUN 2025 RELATIF AU GARDIENNAGE DE L'IMMEUBLE SIÈGE ET DES RESIDENCES
DES DIRIGEANTS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS (CDEC)

1. Objet de la Consultation :

Le Directeur Général lance, pour le compte de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC), une consultation relative au recrutement d'une société de gardiennage pour la sécurisation de l'immeuble siège de la CDEC, sise à Bastos, Rue MBALLA ELOUMDEN, des résidences du Président du Conseil d'Administration (PCA), du Directeur General (DG) et du Directeur Général Adjoint (DGA).

2. Consistance des prestations :

Les prestations objet de la présente consultation portent sur la sécurisation 24h/24h et 7 jr/7 de l'immeuble siège de la CDEC, sise à Bastos, Rue MBALLA ELOUMDEN, des résidences du Président du Conseil d'Administration (PCA), du Directeur General (DG) et du Directeur Général Adjoint (DGA).

3. Tranches /Allotissement :

Les prestations objet de la présente consultation sont regroupées en un lot unique.

4. Coût prévisionnel :

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **30 000 000 (trente millions) FCFA.**

5. Délai prévisionnel d'exécution :

Le délai d'exécution des prestations est de douze (12) mois

6. Participation et Origine :

La présente consultation est ouverte à toutes les sociétés de gardiennage détentrice d'un agrément délivré par le Président de la République ou d'un récépissé de dépôt de demande d'agrément, installées au Cameroun et justifiant des compétences dans le domaine de gardiennage et de sécurisation.



7. Financement

Les prestations objet de la présente consultation sont financées par le Budget de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC), Exercice 2025, **Ligne 6320 – Rémunération d'intermédiaires et de conseil »**

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne et hors ligne.

Toutefois, le soumissionnaire ne peut utiliser à la fois le mode en ligne et le mode hors ligne.

9. Cautionnement de soumission :

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission acquittée à la main d'un montant de **six cent mille (600 000) FCFA** valable pendant trente (30) jours au-delà de la date de validité des offres, constituée à 100% et **consignée en numéraire à la Caisse des Dépôts et Consignation (CDEC)**. Le soumissionnaire ou titulaire du Marché peut également solliciter le cautionnement auprès d'un établissement financier agréé, lequel devra approvisionner un compte de la CDEC suivant le barème défini plus haut et transmet à cette dernière le cautionnement émis, l'avis de crédit et la demande de consignation y relative.

En retour, la CDEC délivre et transmet à l'établissement financier, le récépissé de consignation dès réception de la liasse documentaire ci-dessus mentionnée.

Le Maître d'Ouvrage, la Commission de passation des Marchés, les comptables publics, les chef service et ingénieur des marchés et/ou de suivi et contrôle doivent s'assurer que les cautionnements présentés dans le cadre du présent marché soient constitués des titres émis par les établissements financiers agréés et des récépissés de consignation délivrés par la CDEC.

L'absence du récépissé délivré par la Caisse des Dépôts et Consignation (CDEC) entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables à la Caisse des Dépôts et Consignations (Service des Marchés), sis au 5^{ème} étage de l'Immeuble siège de la CDEC.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>; sur le site internet de la CDEC (www.CDEC.cm) ou encore sur le site internet de la CDEC (www.CDEC.cm).



11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le présent Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu au 5^{ème} étage de l'Immeuble siège de la CDEC, dès publication du présent Avis contre présentation du reçu de versement d'une somme non remboursable de **50.000 FCFA (cinquante mille francs CFA)** payable dans le **compte CAS-ARMP N°33598860001/94** ouvert à la **BICEC**.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Pour la **soumission hors ligne**, chaque offre, rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, devra parvenir à la Caisse des Dépôts et Consignations (Service des marchés), sis au 5^{ème} étage de l'Immeuble siège de la CDEC, au plus tard le 04 JUL 2025 à **14 heures**, heure locale sous pli fermé et devra porter la mention :

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 00005 DU 05 JUN 2025
RELATIF AU GARDIENNAGE DE L'IMMEUBLE SIEGE DE LA CAISSE DES DEPOTS ET
CONSIGNATIONS (CDEC)

Financement : Budget CDEC, Exercice 2025

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

13. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.



14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps.

En tout état de cause, l'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et financières aura lieu le **04 JUL 2025** à **15H** heures par la Commission Interne de Passation des Marchés de la **CDEC** sise au 1^{er} étage de l'immeuble siège situé à Bastos.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

14. Critères d'évaluation

14.1 Critères éliminatoires :

- L'absence et/ou la non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
- la non -production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (**excepté le cautionnement de soumission**);
- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- Note technique inférieure à 80 % de OUI ;
- L'absence de l'agrément délivré par le Président de la République ou le récépissé de dépôt de la demande dudit agrément, autorisant le soumissionnaire à opérer dans le domaine du gardiennage au Cameroun.
- L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- L'absence de la charte d'intégrité ;
- L'absence de la déclaration d'engagement social et environnemental.

14.2 Critères essentiels :

L'évaluation des offres techniques sera faite suivant le système binaire (**oui/non**) et sur la base des principaux critères essentiels ci-après :

- Présentation de l'offre ;
- Références du prestataire ;
- Moyens Humains et logistiques ;
- Capacité financière ;
- Preuve d'acceptation des conditions du marché.

La grille d'évaluation détaillée est jointe en annexe.

Seules les soumissions qui auront obtenu au moins 80 % de OUI à l'issue de l'analyse technique seront admises à l'analyse financière.



15. Attribution du Marché

Le Maître d’Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l’offre est évaluée la **moins-disante**.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Caisse des Dépôts et Consignations (Service des marchés), sis au 5^{ème} étage de l’Immeuble siège de la CDEC.

18. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques.

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro **1517**, l’Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, la CDEC au numéro 222 23 61 01.

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA CDEC

AMPLIATIONS :

- MINMAP ;
- CDEC (pour publication et archivage) ;
- Pdt/CIPM /CDEC ;
- Affichage ;
- Chrono/Archives.



TENDER NOTICE
N° **0 0 0 0 5** (BIS)/DCE /CDEC/CIPM/2025 OF **0 5 JUN 2025** RELATING TO
THE FOR THE SECURITY SERVICE OF THE HEADQUARTERS BUILDING OF DEPOSITS
AND CONSIGNEMENTS FUND (CDEC)

CDEC BUDGET, 2025 FINANCIAL YEAR

1. Purpose of Tender Notice:

The Director General of the Deposits and Consignments Fund (CDEC) intends to acquire the services of a security company to secure the CDEC head-office located at Bastos, MBALLA ELOUMDEN street, residences of the Chairman of the Board of Directors (PCA), the Director General (DG), and the Deputy Director General (DGA).

2. Consistency of Services:

The services related to this tender notice shall comprise the provision of security guard services for a 24/7 safeguarding of CDEC head office located in Bastos, MBALLA ELOUMDEN street, as well as the residences of the Chairman of the Board of Directors (PCA), the Director General (DG), and the Deputy Director General (DGA).

3. Allotment:

The services will be provided in a single (1) slot.

4. Estimated Cost:

The estimated total cost including VAT for this supply is **30,000,000 ((thirty million)) CFAF.**

5. Estimated Period of Execution:

The period of execution is twelve (12) months.

6. Participation and Origin:

This tender notice is open to all guarding companies approved by the President of the Republic, located in Cameroon and demonstrating competence in the field of guarding and security.

7. Funding

The services covered by this invitation to tender are funded by the budget of the Deposits and Consignments Fund (CDEC), 2025 financial year, **Line 6320 – Remuneration of intermediaries and consultancy.**

8. Tender Mode

The submission method chosen for this tender notice is offline.



9. Bid Bond :

Each bidder must attach to his administrative documents a bid bond in the books of the Deposits and consignments Fund (CDEC) for an amount of **six hundred thousand (600,000) CFAF**. It is valid for up to thirty (30) days beyond the initial bid validity date.

Failure to provide a receipt for the deposit of the bid bond issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC) will result in outright rejection of the bid. A bid bond produced but having no connection with the tender notice concerned is considered absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10. Consultation of Tender Files

The tender file can be consulted during working hours at the Deposits and Consignments Fund (Market Department), located on the 5th floor of the CDEC headquarters building.

It can also be consulted **online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.**

11. Acquisition of Tender Files

The present Tender Documents may be obtained, upon publication of the present Notice, against presentation of a receipt for payment of a non-refundable sum of **50,000 CFAF (fifty thousand CFA Francs)** to be deposited in the **CAS-ARMP account N°33598860001/94** opened at BICEC.

It is also possible to obtain the electronic version of the tender file by downloading it free of charge from the above-mentioned addresses. However, physical or electronic submission is subject to payment of the DAO purchase fee.

12. Submission of Bids

Concerning the **off-line submission**, each bid, drawn up in French or English in seven (07) copies, including one (01) original and six (06) copies marked as such, must be submitted to the Deposits and Consignments Fund (Market Department), located on the 5th floor of the CDEC headquarters building, by no later than **04 JUL 2025** at **2:00 PM**, in a closed envelope and must be labelled:

OPEN TENDER DOCUMENTS N° 00005 OF 05 JUN 2025

**FOR THE GUARDING OF THE DEPOSITS AND CONSIGNMENTS FUND (CDEC) HEADQUARTERS
BUILDING**

Financing: CDEC budget, 2025 Financial Year

“TO BE OPENED ONLY DURING THE BID OPENING SESSION”

13. Admissibility of Bids

Administrative documents and technical and financial bids must be submitted in different and separate sealed envelopes.

The project owner will not accept:

Bids bearing indications of the bidders' identity,



- Bids received after the deadline for submission;
- Bids not indicating the identity of the tender notice;
- Bids that do not comply with the bidding method;
- Failure to comply with the number of copies specified in the RPAO or bids in Copies only.

Any bid that is incomplete in accordance with the requirements of the tender documents will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-class organization or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public procurement, or failure to comply with the model documents in the Procurement Documents, will result in the outright rejection of the bid without any recourse. A bid bond produced but having no connection with the tender notice concerned is considered absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

14. 1 Bid Opening

The bids will be opened in one phase.

In any event, the opening of the administrative documents and the technical and financial bids will take place on **04 JUL 2025** at **3 PM** by the Internal Tenders Board of the **CDEC** located on the 5th floor of the headquarters building in Bastos.

Only bidders can attend this opening session or be represented by a single person of their choice, duly mandated, even in the case of a group of companies.

Under penalty of rejection, the required documents in the administrative file must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the special regulations governing the tender notice. They must be less than three (03) months old from the original date of submission of bids or have been drawn up after the date of signature of the tender notice.

In the absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

14. Evaluation Criteria

Eliminatory criteria:

- Absence of bid bond receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC) when bids are opened;
- Failure to produce, within 48 hours after bid opening session, any administrative document earlier deemed to be non-compliant or missing at the bid opening session (except the bid bond);
- False declarations, fraudulent machinations or forged documents;
- Technical note below 80 % of "YES";
- Absence of approval issued by the President of the Republic, authorizing the bidder to operate in the guarding sector in Cameroon;
- Absence of a quantified unit price in the Financial bid;



- Absence of an integrity charter;
- Absence of a declaration of social and environmental commitment.

14.2 Main Criteria:

Technical bids will be assessed according to the binary system (yes/no) and on the basis of the following main essential criteria:

- Presentation of the bid;
- Provider's references;
- Logistics and Human resources;
- Financial capacity;
- Proof of acceptance of contract conditions;

The detailed assessment grid is attached.

Only bids that obtain at least 80 % of YES in the technical analysis will be admitted to the financial analysis.

15. Contract Award

The project owner will award the contract to the bidder whose bid meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated **as the lowest**.

16. Bid Validity Period

Bidders remain bound by their bid for a period of ninety (90) days from the deadline for submission of bids.

17. Further Information

Additional information may be obtained during working hours at the Deposits and Consignments Fund (Market Department), located on the 5th floor of the CDEC headquarters building.

18. Fight Against Corruption and Bad Practices.

For any denunciation of corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on **1517**, the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, the CDEC on 222 23 61 01.

AMPLIATIONS :

- MINMAP ;
- CDEC (publishing and archiving) ;
 - Pdt/CIPM /CDEC ;
 - Display ;
 - Chrono/Archives.

THE DIRECTOR GENERAL OF CDEC

